

UKRAINE

« Après 1991, l'Occident n'a pas su aider la Russie »

LE SOIR | 29-01-2022 | ENTRETIEN PAR MATHIEU COLINET

Au cours des trente dernières années, l'Union européenne et la Russie ne sont pas parvenues à bâtir un « bon voisinage ». Une responsabilité russe mais aussi européenne selon Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors.



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky, la chancelière allemande Angela Merkel, le président français Emmanuel Macron et le président russe Vladimir Poutine lors d'un sommet sur l'Ukraine déjà, en décembre 2019. REUTERS.

ENTRETIEN

Et si la situation actuelle en Ukraine, qui menace inlassablement de prendre un tour militaire, portait en elle un échec plus large : celui pour la Russie et l'Union européenne de ne pas être parvenues à construire des relations de bon voisinage depuis la chute de l'Union soviétique, il y a trente ans... Dans quelle mesure ce scénario était-il possible ? Qu'est-ce qui a empêché sa réalisation ? S'agissant de l'Ukraine, des solutions échappant à une « logique strictement binaire » sont-elles encore envisageables ? Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors et auteure du récent *Europe : changer ou périr* (Tallandier), apporte son éclairage.

Pourquoi au cours des trente dernières années, depuis la chute de l'Union soviétique, la Russie et l'Union européenne ne sont-elles pas parvenues à créer les conditions d'un bon voisinage ?

L'Union européenne et la Russie sont très interdépendantes, comme on le rappelle souvent. La première parce qu'elle a besoin du gaz russe et la seconde parce qu'elle a besoin de le vendre. Il y avait là, effectivement, la base pour parvenir à une bonne coopération quelles que soient les divergences politiques entre le régime russe et ceux de l'Union européenne. Cela a dérapé, je pense, à cause du président russe Vladimir Poutine, d'une part, qui a décidé, après 2005, que l'intérêt national russe passait par la contestation de l'ordre européen et plus largement a adopté une politique autoritaire et intimidante. Mais cela a dérapé aussi à cause des Occidentaux qui sont convaincus, au travers de l'élargissement de l'Otan, d'être dans leur bon droit.

Si on essaie d'aller plus loin, je pense personnellement que Vladimir Poutine a raison sur un point : lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, l'Occident n'a pas su aider la Russie à avaler la défaite que représentait cette fin. Je ne pense pas que les Occidentaux, et les Européens singulièrement, ont humilié volontairement la Russie, comme le dit le président russe. Mais je pense tout de même qu'ils l'ont traitée comme un pays vaincu qui n'avait plus qu'à s'incliner et qu'ils n'ont pas anticipé le ressentiment qui a suivi en essayant par exemple d'intégrer la Russie dans des dialogues divers. L'ancien président français François Mitterrand avait proposé, par exemple, l'idée d'une confédération. Idée peut-être un peu idiote car elle excluait les Américains mais elle témoignait au moins d'un effort : celui de remettre la Russie dans une architecture européenne. Le projet n'a pas abouti et on n'a jamais vraiment essayé d'aller au-delà, ratant, je crois, une bonne occasion de repenser l'ordre européen, de ne pas le laisser s'établir sous l'influence essentielle de l'Otan. Les Occidentaux sont coutumiers au fond de ce genre d'erreurs : trop souvent quand ils gagnent une guerre, ils humilient l'adversaire. C'est, pour moi, l'erreur occidentale.

Coté russe, chez Vladimir Poutine en particulier, il y a en revanche une espèce d'hubris, d'emballlement du ressentiment, lié notamment à l'inquiétude que provoque cet Otan si successful. Cet emballlement a nourri à son tour une politique très agressive, très autoritaire.

Certains, comme Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain, ont parfois défendu l'idée de « finlandiser » l'Ukraine, d'en faire au fond un pays de l'entre-deux. Aurait-ce été une solution ?

Cela n'a jamais pu être envisagé. En particulier parce que, comme je vous le disais, coté occidental et européen, on a été très longtemps dans cette musique : « On a gagné, tant pis pour eux ! » et on n'était pas dans l'idée de repenser le système européen avec pour les Russes une place équitable. Pour autant, quand on voit les derniers événements et l'enfermement dans lequel de part et d'autre on s'installe – une véritable logique de guerre –, il faudrait réfléchir à une solution « ni Otan ni annexion » comme je la résume. C'est-à-dire qu'effectivement l'Ukraine n'entrerait pas dans l'Otan : elle se laisserait en quelque sorte finlandiser, ce qui n'est pas un gros mot car la Finlande a été une des plus grandes réussites démocratiques de la guerre froide. Ce scénario assurerait à Vladimir Poutine l'absence d'équipements de l'Otan à la frontière russe. Et à l'Ukraine, l'absence de risques d'incursions militaires sur son territoire de la part de la Russie. Cette formule aurait en tout cas le mérite de sortir de l'entonnoir dans lequel on semble glisser.

Sans doute que les Ukrainiens diraient que ce genre de scénario ne leur convient pas. Mais je suis désolée : l'Ukraine n'est pas située au Burkina Faso, elle est située tout contre la Russie.

Et quand on fait de la géopolitique, on doit tenir compte de la géographie ! L'Ukraine ne peut pas entrer dans l'Otan. Non pas parce que Vladimir Poutine le demande. Mais parce que c'est notre intérêt européen de ne pas avoir une frontière trop proche de celle de la Russie. En outre, je pense que si on demandait aux Parlements de tous les membres de l'Otan de se prononcer sur l'entrée de l'Ukraine, on n'obtiendrait pas forcément des résultats positifs...

Ce genre de solutions, dont on semble assez loin vu les derniers événements, passe-t-il aussi par une espèce de fédéralisation de l'Ukraine avec davantage d'autonomie par exemple pour les régions séparatistes pro-russes ?

Les deux vont ensemble largement : une Ukraine indépendante, c'est-à-dire ni à l'Otan ni dans les marges de la Russie, et par ailleurs une Ukraine plus fédérale.

A ce niveau, il faut je crois au préalable défendre l'intégrité territoriale de l'Ukraine. C'est un principe de base de la stabilité internationale : on ne change pas des frontières par la force. Autrement dit, le Donbass doit rester ukrainien même s'il y a, pour ce territoire, différents degrés d'autonomie possibles.

Par ailleurs, les provinces séparatistes elles-mêmes doivent accepter le principe de l'intégrité territoriale ukrainienne. C'est-à-dire qu'il ne faut pas qu'il se passe en Ukraine ce qu'il s'est passé en Géorgie où les républiques séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie refusent la compétence géorgienne.